

# la nouvelle lettre

Directeur de la publication : J. GARELLO  
Commission Paritaire 63570

N° 751 – 3 Mai 2003

Hebdomadaire 1 €

**EDITORIAL**

## **REFORMES : GRADUALISME OU THERAPIE DE CHOC ?**

*« Mon pauvre chien, je dois te couper la queue, mais pour que tu souffres moins, je t'en couperai un petit bout chaque jour ». Frédéric Bastiat prêtait ces paroles pleines de faux bon sens au paysan Bourguignon. Comme à son habitude, ce génial économiste français du XIX<sup>e</sup> siècle avait posé en termes simples le débat entre gradualisme et thérapie de choc.*

*Ce débat s'est ouvert chaque fois que des gouvernements se sont trouvés confrontés à la nécessité de pratiquer des réformes profondes dans leur pays. Après la chute du mur de Berlin, quelques pays ont choisi la thérapie de choc, avec un succès spectaculaire, comme « le miracle tchèque » réussi par Vaclav Klaus. D'autres, comme la Roumanie, la Russie et la plupart des pays de la CEI, ont voulu ménager une transition très progressive ; ils vivent encore dans l'anarchie économique, l'injustice sociale et l'arbitraire politique.*

*Aujourd'hui, en France, il est fortement question de couper la queue du chien, et à cet égard la réforme des retraites est un exemple significatif. Les gouvernements qui se sont succédés jusqu'en 2002 n'ont pas voulu trancher dans le vif. Ils savaient qu'il fallait réformer (le rapport Charpin commandé par Michel Rocard dès 1994 ne laissait aucun doute), mais ils ne s'y résolvaient pas. Le gouvernement Jospin, « éclairé » par des experts ad hoc, avait même espéré que le problème se règle de lui-même (rapport Teulade). Le mérite de Jean Pierre Raffarin aura au moins été de se rendre à l'évidence : il faut couper, on va couper.*

*Malheureusement, le premier mouvement de notre premier ministre a été de choisir la méthode du paysan Bourguignon. Son tempérament, il est vrai, le porte plus vers la médecine douce que vers la chirurgie. Mais, avant tout, il demeure persuadé que les réformes se feront mieux par touches successives, en pratiquant une pédagogie de la réforme, et en recherchant un consensus le plus large possible.*

*Il a raison sur le premier point : la pédagogie de la réforme est nécessaire. Il est certain qu'aujourd'hui les Français sont prêts à admettre qu'il faut faire quelque chose pour éviter une catastrophe qu'ils commencent à pressentir, alors même qu'il y a moins d'un an la classe politique française était quasi-unanime pour proclamer que la « France a un système de Sécurité Sociale que le monde entier nous envie » ; tout le monde ne demandait qu'à le croire, malgré les avertissements de quelques prophètes qui prêchaient dans le désert. Dire aujourd'hui aux Français que l'on doit faire quelque chose pour sauver les retraites, amputées dès maintenant et plus lourdement encore dans quelques mois est la moindre des choses. De même les Français attendent-ils des explications sur l'assurance maladie, car ils sont sensibles aux remboursements, aux tickets modérateurs, aux attentes dans les hôpitaux, à la révolte des spécialistes, au manque de chirurgiens et d'anesthésistes et d'infirmières. Que le gouvernement fasse un effort pour dire la vérité à la population est une bonne chose. L'air de la réforme est dans toutes les têtes, et c'est un progrès non négligeable par rapport à la politique de l'autruche pratiquée jusqu'à présent.*

*Le Premier Ministre est moins inspiré quand il cherche un impossible consensus sur les réformes à réaliser. Il dit vouloir tenir compte de la « France d'en bas », et ne pas dicter « d'en haut » les mesures à prendre. En cela il innove avec bonheur : notre pays a subi depuis un demi-siècle*

« L'arrogance » des énarques et des experts pensionnés de l'Etat. Mais il ne faut pas se tromper de France : les syndicats, en particulier, font depuis un demi-siècle partie intégrante de la « France d'en haut. Leur « arrogance » et leur mépris de la base valent bien ceux des politiciens et des bureaucrates. Ce n'est pas parce qu'on est en mesure de mobiliser quelques dizaines de milliers de manifestants patentés que l'on peut prétendre parler au nom du peuple, au nom des retraités et des travailleurs. Si la classe politique s'est discréditée, le discrédit englobe aussi les leaders syndicaux, et les représentants des grands groupes de pression qui se sont mis hors-la-loi depuis longtemps. Il n'y a pas de consensus à attendre de ce côté-là, ou il serait miraculeux et anti-rationnel, car ces gens incarnent la France du refus, la France du repli, celle qui se délecte dans l'exception culturelle, les services publics à la française, le corporatisme et le conservatisme, voire le souverainisme primaire. Trop de gens ont intérêt à ce que rien ne change, parce qu'ils ont mis des années, des générations, pour obtenir et grossir des privilèges qui constituent autant de défis à la concurrence, au mérite, au travail, à l'esprit d'entreprise et d'épargne, à la justice sociale. Cette France-là, est-ce la France « d'en bas » ?

Ainsi la lenteur voulue qui préside aux réformes actuelles est-elle le résultat d'un mauvais calcul, d'une mauvaise analyse des intérêts en présence. Et elle risque de ruiner les effets de la pédagogie des réformes. Car les Français comprennent bien qu'il va falloir souffrir pour redresser la situation, mais ils voudraient bien que l'on adopte des solutions définitives, qu'on en finisse un bon coup, quitte à frapper fort. Si dans les mois à venir les Français n'entendent que les mots de la réforme, sans que des mesures profondes n'interviennent, ils auront eu la douleur sans le résultat, et le gouvernement aura eu l'impopularité sans l'efficacité.

Jacques Garelo

## Conjoncture

### ASSURANCE MALADIE : RIEN NE VA PLUS

Une réforme peut en cacher une autre. Alors que les esprits sont focalisés sur la question des retraites, voilà que l'assurance-maladie fait parler d'elle : les dépenses explosent, les déficits atteignent des records et le gouvernement croit régler le problème en abaissant le taux de remboursement de certains médicaments. Ici non plus, pourtant, il n'échappera pas à la nécessaire réforme : briser le monopole, responsabiliser l'assuré.

#### 7,5% de hausse des dépenses de santé

Que l'assurance-maladie soit malade, on le sait depuis longtemps et les négociations qui viennent d'échouer entre les médecins spécialistes et les caisses d'assurance maladie n'en sont qu'un symptôme parmi d'autres. Mais c'est surtout le dérapage des dépenses de santé qui attire l'attention. Le gouvernement fixe, depuis des années, un objectif national des dépenses d'assurance maladie (ONDAM), voté par le Parlement. Pour 2003, l'objectif fixé avait été jugé très laxiste, puisque la hausse autorisée des dépenses était de 5,3% pour l'année.

Or la réalité, une fois de plus, a dépassé ces prévisions. Selon les chiffres provisoires publiés par la Caisse Nationale d'Assurance-Maladie (CNAM), sur un an à la fin mars, les dépenses de santé ont progressé de 7,5%. Tous les postes sont concernés. Ainsi, les soins de ville (médecine libérale) comprenant les honoraires médicaux et paramédicaux, mais aussi les médicaments et les indemnités journalières, ont progressé de 8,1% en un an. Dans cet ensemble, les seuls honoraires médicaux (alors même que ceux des spécialistes n'ont pas encore été revalorisés) augmentent de 8,9% ; les médicaments progressent moins vite (5,4%), mais paradoxalement c'est là que le gouvernement va concentrer son effort d'économie. Quant à l'hôpital public, qui reste le premier poste de dépenses, il progresse encore de 6,3%, les cliniques de 6% et les établissements médico-sociaux de 10,8%.

Ce dérapage des dépenses va se faire sentir sur le déficit de l'assurance-maladie, qui va en progressant. Les chiffres les plus divers circulent et il faudra attendre les prévisions officielles de la commission des comptes de la Sécurité Sociale pour y voir plus clair. Cependant on notera que les estimations les plus fiables font état d'un déficit cumulé pour 2002-2003 se situant entre 13 et 16 milliards d'euros : de toutes façons, quel que soit le chiffre retenu, le système est en train d'exploser, et plus vite encore que celui des retraites.

### **Déremboursement de nombreux médicaments**

Le gouvernement semble avoir enfin pris conscience du problème et il annonce une première série de mesures. La plupart concernent les médicaments. On sait déjà que depuis quelques mois il pousse les médecins, en contre partie de la revalorisation des honoraires des généralistes, à prescrire de plus en plus de médicaments génériques : ceux-ci étant moins chers, il en espère une économie, qui servira à financer la hausse des honoraires des généralistes.

Mais Jean-François MATTEI a voulu aller beaucoup plus loin en décidant -par un texte publié discrètement au cours du week-end de Pâques- de publier une liste de 617 médicaments dont le taux de remboursement va passer de 65% à 35%. Officiellement, cela s'explique par le fait que le service médical rendu par ces produits est jugé « modéré » et non pas « majeur ou important ». Cependant certains de ces médicaments sont très courants (le Zyrtec pour les allergies, le Zovirax pour l'herpès, le Voltarène pour les inflammations) et constituent souvent « le noyau dur de la pharmacopée française, les médicaments qui sont le plus prescrits par nos médecins généralistes », comme le souligne Jean-Pierre DAVANT, Président de la Mutualité française.

Mais on peut s'interroger, comme le fait le Président de la CSMF sur la solution retenue (rembourser à 35%) : « il faut aller beaucoup plus loin que cela, rembourser ou dérembourser ; un médicament s'il est utile, doit être remboursé, un autre qui l'est moins ne doit pas l'être ».

M. MATTEI semble avoir entendu le conseil et il vient d'annoncer qu'au cours des deux ans à venir il allait totalement dérembourser 650 autres médicaments à service médical insuffisant.

Beaucoup sont très sceptiques sur cette mesure. Certains soulignent que les médecins vont changer leurs prescriptions et que si un médicament n'est plus remboursé, ils vont en prescrire un autre, qui, lui, sera pris en charge par la Sécurité Sociale. Les 400 millions d'économies attendues ne seront pas au rendez-vous.

### **En finir avec le monopole public de l'assurance-maladie**

Au delà de ces observations contingentes, on doit souligner que l'erreur de ces mesures est une erreur de fond. Qui paiera ? En partie le malade et, pour l'essentiel les mutuelles et autres assurances complémentaires. Mais celles-ci ont déjà annoncé qu'elles allaient compenser cette hausse des dépenses par une hausse des cotisations. Cette fois-ci c'est l'assuré bien portant qui paye. D'une part le gouvernement se trompe de cible. Il s'attaque à un poste qui est l'un des moins importants de la sécu et qui progresse moins que d'autres. De plus le secteur de l'industrie pharmaceutique est économiquement très fragile, en particulier en raison des prix fixés par les pouvoirs publics qui empêchent les laboratoires de réaliser des marges suffisantes pour pouvoir développer plus encore leurs efforts de recherche de nouveaux médicaments.

D'autre part le gouvernement ne veut pas s'attaquer au cœur du problème et en particulier à la question des hôpitaux publics ; ni au cœur du système : puisqu'il s'accroche au monopole public de la Sécurité Sociale. Dans cette logique, il n'y a pas vraiment de solution et c'est pour cela qu'on va de mesurette en mesurette, avec toujours le même effet : d'un côté plus de cotisations, de l'autre moins de remboursements. Il faut sortir de ce cercle vicieux en remettant en cause le système lui-même : c'est une réforme libérale qui s'impose, pour la médecine (honoraires libres par exemple) comme pour l'assurance maladie : seule la concurrence des systèmes d'assurance peut provoquer les économies dont on a besoin. Seul le libre choix par l'assuré de son assureur et de la couverture qu'il désire le rend réellement responsable. A rester dans la logique du monopole public et des « droits sociaux », on ne peut que s'enfermer dans une impasse.

## L'ETHIQUE DE LA RESPONSABILITE ET DE LA COMMUNAUTE

*La dernière journée de la XXV<sup>e</sup> Université d'Eté de la Nouvelle Economie (Aix en Provence, 4 Septembre 2002) explore les chemins du futur : comment conforter la liberté ? Comme le rappelle le philosophe Philippe NEMO, professeur à l'ESCP, une société de liberté repose sur l'éthique de la responsabilité et de la communauté, qui se forge au sein de la cellule familiale .*

### **Ph. NEMO : UN MODELE LIBERAL DE LA FAMILLE**

Un certain nombre de libéraux, par souci de modernité, au nom de la liberté, ont épousé les thèses soixante-huitardes : le rejet de toute autorité sociale, de tout rôle bien déterminé, bref un libetarisme et une permissivité outranciers.

Il y a eu, à mon avis, une erreur de jugement fondamentale que je voudrais ici éclaircir. La philosophie libérale constitue une famille politique qui peut se définir comparativement aux deux autres grandes familles que sont la gauche et la droite.

#### **La gauche contre la famille**

Le socialisme a toujours pris pour cible la famille. Ce rejet remonte à Platon, avec sa communauté des femmes et des enfants, se poursuit chez Campanella, Mably, Morelly, Fournier et ses phalanstères où les hommes et les femmes sont des échangistes, les enfants appartiennent à tout le monde et personne, Marx et les bolcheviks qui ont supprimé le mariage lorsqu'ils sont arrivés au pouvoir, l'ont rétabli quelques temps après à cause du manque de logements.

La raison de cette opposition est que c'est la société qui constitue la famille. Ce que veut le socialisme, c'est le rétablissement d'une société tribale, dissoute par les progrès de la liberté individuelle. Il s'agit d'une doctrine réactionnaire. L'idéal, c'est que la société elle-même devienne une grande famille, autoritaire, hiérarchique. Il devrait y avoir une seule et même famille. La famille organique est donc nécessairement l'ennemi. Elle est une sorte de membrane qui empêche l'influence directe de la société sur l'individu.

En France, au cours des dernières décennies, il y a eu sans cesse des attaques contre la famille. Le dernier gouvernement Jospin a ainsi pris des mesures enzymes comme les trotskistes aiment en prendre, c'est-à-dire des mesures discrètes mais porteuses de grands changements sur le long terme. Rappelons, en vrac, la facilité de divorcer à partir du moment où l'on a supprimé la nécessité de la faute en créant le divorce par consentement mutuel. Récemment a été créé le divorce par consentement d'un seul époux !

Récemment encore, le PACS a été créé, qui adoucit les engagements des deux époux. Le PACS est une union qui a vocation à ne pas durer. Ainsi, nombreux seront ceux qui se retrouveront seuls. Et, comme l'homme ne peut pas vivre isolé, il se dirige vers la grande famille qu'est la société. La création du PACS vise délibérément à créer des électrons libres, dépourvus de leurs liens naturels, disponibles donc pour le grand rêve social que personnifie l'Etat qui se substitue ainsi à la famille.

Par ailleurs, on a égalisé la situation des enfants naturels par rapport aux enfants légitimes. On a encore promu l'union pour les homosexuels ; ce qui est une manière de dire que l'enfant n'est qu'un accident dans la vie d'un couple. On a porté de graves atteintes à l'autorité parentale en donnant des droits aux enfants, en faisant par exemple une obligation légale de financer le logement d'un enfant majeur. On a autorisé les infirmières scolaires à délivrer la pilule du lendemain non seulement sans

l'autorisation des parents, mais en outre sans que les parents en soient informés. On a ainsi encouragé, comme dans tous les pays totalitaires, les enfants à dénoncer leurs parents ; on leur a donné à penser que leurs parents étaient leurs ennemis. On a changé le droit du nom patronymique. Voilà pour l'attitude de la gauche, et ses pratiques.

### **La droite enserre la famille**

Par contraste, la droite cherche à protéger ces communautés naturelles, depuis Boulainvilliers, le duc de Saint-Simon, Montesquieu, dans leur quête de restauration d'une aristocratie. Par la suite, cette position a été durcie par des hommes comme de Bonald, Maurras, La Tour du Pin, ou encore par des hommes d'Eglise.

L'idée générale, c'est qu'il existe un ordre social fixe, voulu par Dieu, que cet ordre donne à chacun une certaine place, organique, et que c'est un crime de vouloir échapper à cette place. Or, toute la civilisation moderne s'est construite sur l'idée que l'individu pouvait échapper à son destin, traditionnel ou organique. Le fils peut avoir un autre métier que le père ; les frères peuvent choisir chacun un avenir différent.

Vous voyez bien que les positions de la gauche et de la droite sont diamétralement opposées. Par surcroît, chacune se cantonne dans des extrêmes ridicules. La position libérale évite cet écueil. Elle permet de défaire les communautés organiques ; ce qui est nécessaire à la promotion de la liberté individuelle, au marché, à l'innovation technologique. Il convient de détricoter le tissu social qui serait trop hiératique. En revanche, il convient de s'arrêter, dans ce processus de libéralisation de l'individu, à une maille, la maille de base qu'est la famille.

Le libéralisme doit donc défendre la famille nucléaire. Pour que la société libérale soit féconde, pour que le marché fonctionne, avec ses agents économiques responsables, il faut que ses agents soient dotés de deux traits : la rationalité et la responsabilité morale, ce qui constitue les deux pendants de la rationalité humaine. Il n'y a pas de libéralisme sans homme responsable ni sans homme rationnel. Or, on ne naît pas responsable et rationnel. Et, il n'y a que dans la famille que l'on puisse construire un tel être humain.

### **La famille forme l'homme libre**

La famille s'impose donc comme la clef de voûte de la société libérale. C'est jouer contre le libéralisme que de jouer contre la famille, comme le font les libéraux soixante-huitardisés. Si vous dissolvez la famille, au nom de la liberté, vous tuez dans l'œuf l'homme libre. La personnalité se constitue au sein de la famille car il n'y a que dans la famille que l'on est Pierre ou Paul ou Jacques. Dans la société, l'on est un numéro. Il n'y a que dans la famille que l'on est quelqu'un, que l'on est une personnalité morale, et partant que l'on peut avoir de l'estime pour autrui. Il n'y a pas de responsabilité morale, d'amour de l'humanité, sans amour de soi-même.

La personnalité se forge par un réseau d'échanges qui fait que, au fil des ans, on est toujours confirmé dans une certaine identité. Si Aristote a eu tort de dire que la cité était une communauté organique, il a eu raison de définir la famille nucléaire comme une communauté organique, qu'il définit comme étant un groupe humain dans lequel les individus ne sont pas égaux, mais différents au sens de complémentaires. Aucun d'entre eux ne peut être ce qu'il est sans que les autres soient ce qu'ils sont. On ne peut pas être enfant s'il n'y a pas un père et une mère, etc. A cette fin, une stabilité de la famille est nécessaire.

La cellule de base de la famille est absolument fondamentale pour transmettre l'humanité. En dehors d'elle, il ne peut pas y avoir d'humanité, et partant, jamais la société civile ne pourra contrôler l'Etat. La famille est un lieu de transmission des valeurs, des histoires personnelles. Elle crée la vie privée, sans laquelle il n'y a pas d'homme libre, sans lequel il n'y a pas de libéralisme.

## RETRAITES : QUE VEULENT LES FRANÇAIS ?

A l'occasion de l'intervention télévisée de François FILLON dans « 100 minutes pour convaincre » sur France 2, le Figaro a publié un sondage Ipsos sur diverses questions sociales, dont celle des retraites. Une conclusion s'impose : les Français sont désinformés et désemparés.

Le point sur lequel une majorité claire se dégage concerne l'alignement public-privé : « Etes-vous favorable ou défavorable à l'alignement de la durée de cotisation des fonctionnaires actuellement de 37 ans et demi sur celle des salariés du privé qui est de 40 ans ? ». 70% des Français répondent favorable (38% tout à fait favorable et 32% plutôt favorable) et 28% défavorable (14% plutôt défavorable et 14% tout à fait défavorable). La proportion de favorable monte à 79% pour les salariés d'une entreprise privée et même à 50% pour les salariés du public. Sur ce point la cause semble entendue et il n'y a plus que les syndicats à s'opposer à cette réforme élémentaire de simple équité. Le ministre a confirmé qu'en 2008 la réforme serait achevée sur ce point.

On demandait aussi aux Français « Parmi les mesures suivantes destinées à remédier au problème du financement des retraites, laquelle vous semble la moins acceptable ? ». Arrive en tête (avec 43%) **l'allongement de la durée de cotisation** nécessaire pour toucher une retraite à taux plein.

On notera que cette majorité hostile va croissant avec la hauteur de l'allongement ; ainsi 51% sont hostiles à une cotisation de 41 ans, (solution choisie par M. FILLON à l'horizon 2012 et 42 ans en 2020) mais 72% pour 43 ans et 82% pour 65 ans, ce qui est pourtant la durée de cotisation en vigueur dans de nombreux pays, dont l'Allemagne. Mais les Français ne le savent pas.

Ensuite on trouve **la diminution du montant des retraites**, avec 31% qui la trouvent la moins acceptable ; c'est donc une option que n'excluent pas un certain nombre de Français. Enfin en dernière position **une augmentation importante du montant des cotisations**, avec 20% seulement qui la trouvent la moins acceptable. A en croire ce sondage les Français seraient prêts à payer plus (mais ont-ils une idée du montant actuel atteint par les prélèvements obligatoires ou sont-ils totalement sous-informés sur ce point) et à la rigueur à gagner moins à l'âge de la retraite (auront-ils la même opinion lorsqu'ils auront atteint l'âge de la retraite ?). Mais ce sont les deux solutions que le gouvernement a écartées, au profit de l'allongement de la durée des cotisations.

On regrettera bien sûr que d'autres options n'aient pas été citées, puisque toutes les trois se situent dans le même cadre, celui de la retraite par répartition (cadre choisi par le gouvernement.). On n'a pas interrogé les Français sur le passage éventuel à la capitalisation sauf sous un angle bien restreint : à la majorité des deux tiers, ils considèrent que si un système par capitalisation devait venir compléter les régimes actuels, celui-ci devrait demeurer facultatif. Mais cette question présente la capitalisation, à l'instar du gouvernement, comme un complément et non comme une alternative.

On notera en revanche que le même sondage comporte certaines réponses plus encourageantes en matière d'emplois. Ainsi, à la question « pour chacune des mesures suivantes, dites-moi si elle serait selon vous utile ou non pour lutter efficacement contre le chômage » ? , les Français répondent à 83% utile (et 16% inutile) à l'obligation pour les chômeurs d'accepter les offres d'emplois proposées par l'ANPE correspondant à leur qualification ; de même à 80% (contre 18%) ils répondent qu'il serait utile de pratiquer un allègement des charges sociales pour les employeurs.

La réponse est également positive, et c'est une bonne surprise, à la proposition d'assouplissement des règles des contrats de travail des salariés (conditions d'embauche, durée des contrats, possibilités de licenciement) (54% utile et 41% inutile) : le gouvernement ferait bien de s'en inspirer. Mais sur la suppression des 35 heures, les Français répondent à 39% qu'elle est utile et à 58% inutile : la mesure la plus stupide du siècle trouve grâce à leurs yeux.

C'est à dire que les Français ont besoin d'être informés. Le discours mi-chèvre mi-chou de M. FILLON, voulant rassurer tout le monde, à commencer par les syndicats, ne saurait suffire à leur ouvrir les yeux. Pour entraîner les Français dans la réforme, il faut leur parler clair et net et leur proposer des solutions novatrices pour la France, mais qui ont fait leurs preuves ailleurs.

## **LES LETTRES DE CADRAGE DU BUDGET 2004**

Les services de Maignon envoient cette semaine aux ministres les fameuses lettres de cadrage budgétaire, qui donnent les grandes lignes du budget pour 2004.

Cette politique budgétaire a souvent été présentée comme révolutionnaire, alors qu'elle n'est qu'une simple correction, insuffisante, de trajectoire.

La première révolution concerne la progression des dépenses publiques. La norme de croissance qui sera fixée pour l'an prochain est de zéro en volume, c'est à dire limitée simplement à l'inflation : c'est le minimum que Bruxelles attendait comme signal d'un changement de la politique budgétaire française. Certes, c'est une rupture sensible par rapport au budget 2003, dont les dépenses progressaient plus vite qu'à l'époque des budgets JOSPIN, c'est tout dire. Mais on n'a pas vraiment réalisé ce que signifiait cette norme. Elle signifie que le volume actuel des dépenses de l'Etat est jugé satisfaisant. Or l'urgence n'est pas de stabiliser les dépenses publiques, mais de les réduire. C'est d'autant plus important que cela ne concerne que les dépenses de l'Etat et pas les dépenses sociales, qui, elles, continuent à connaître les dérives que l'on sait : donc au total l'ensemble des dépenses publiques va continuer à augmenter. Où est la vraie rigueur pour l'Etat ?

L'autre aspect de ces lettres de cadrage est un peu plus encourageant : il concerne les emplois publics. Il serait enfin question de les diminuer, suivant un principe simple : le non-remplacement d'un départ à la retraite sur deux pour l'ensemble des fonctionnaires civils de l'Etat. Pour l'année 2004, cela représenterait 30 000 fonctionnaires de moins. C'est bien peu, mais mieux que rien.

Le problème, c'est qu'en préparant le budget 2003, il avait été question d'une mesure de ce type et qu'au fur et à mesure des arbitrages budgétaires, les ministères dépensiers l'avaient emporté. Il faut donc que le gouvernement, s'il veut vraiment appliquer cette mesure minimale et indispensable, sache qu'il va subir des pressions considérables en particulier de la part des bureaucrates et des syndicats et annonce que quelles que soient les circonstances il n'y cédera pas.

## **ENA : REFORME A MINIMA**

C'est un rapport intéressant que la commission, présidée par l'ancien commissaire européen Yves-Thibault DE SILGUY, vient de remettre au ministre de la fonction publique, Jean-Paul DELEVOYE. Il y est question de l'ENA et le rapport fait assez bien le point sur les faiblesses de cette école, alors que les propositions qu'il formule sont bien modestes.

En ce qui concerne le constat, il est plutôt accablant. A l'ENA, « les critères scolaires continuent de prédominer, le conformisme tend à s'imposer, le développement des aptitudes n'est pas encouragé, la connaissance des administrés et des entreprises n'est guère stimulée et l'ouverture au monde reste frileuse ». Rappelons seulement que le stage en entreprise a été purement et simplement supprimé...

Or l'ENA a le monopole du recrutement et de la formation des cadres supérieurs de l'Etat. « Contrairement à la situation qui prévaut chez nos voisins, en France, la notion de mérite est beaucoup plus centrée sur les capacités scolaires que sur les performances professionnelles et le potentiel humain ». Bref, « à l'issue de sa scolarité, l'énarque serait enfin rétif à tout travail d'encadrement et de gestion » et « la formation nourrit le conformisme ».

En particulier, tout le système ne vise qu'à classer les 15 premiers, ceux qui vont intégrer l'un des fameux trois grands corps de l'Etat : l'inspection des finances, le Conseil d'Etat ou la Cour des Comptes. D'où le malaise de la plupart des élèves et une crise interne entre ceux-ci et l'administration de l'ENA. D'ailleurs il est significatif que plus de 40% des élèves n'aient pas hésité l'an dernier à saisir la justice pour contester les notes obtenues.

Après un tel rapport, on pourrait s'attendre à ce que l'on propose la réforme radicale de l'ENA ou mieux encore sa suppression. Or en deux pages la Commission écarte les solutions les plus novatrices, comme le recours à des concours distincts par ministère ou mieux encore le libre jeu du marché. Tout au plus est-il question d'introduire un peu de concurrence, car il « est curieux que cette

**████████████████████** *l'actualité qui nous fait réfléchir*



école où règne une extrême compétition entre les élèves ne soit pas elle-même en concurrence avec d'autres écoles ». Le rapport propose donc, ce qui n'est déjà pas mal, de retirer à l'école son monopole et de mettre l'ENA en concurrence en créant une filière parallèle de recrutement des hauts fonctionnaires de l'Etat, via un concours extérieur à l'ENA ouvert aux diplômés de niveau bac + 5. Pour l'instant, le monopole de l'ENA –ce que ne souligne pas le rapport- favorise bien sûr la pensée unique, et plus précisément socialo-keynésienne.

### **CHIRAC PREPARE LE G8 EN RECEVANT LES SYNDICATS**

Le prochain G8 doit se réunir en France, lors du sommet d'Evian, et l'Elysée prépare activement cette rencontre des 1<sup>er</sup> et 2 Juin, qui permettra en particulier aux chefs d'Etat et de gouvernement de part et d'autre de l'Atlantique de se retrouver pour la première fois depuis la guerre en Irak. Mais le Président de la République a sa façon bien à lui de préparer cette rencontre : il a reçu les représentants du syndicalisme international. Et le moins qu'on puisse dire, c'est que l'ambiance a été bonne et que le courant est passé entre le Président français et les syndicats. Le compte-rendu qu'en fait le Figaro est édifiant « Le Président de la République a retrouvé les accents de Johannesburg et de Gênes, plaidant en faveur d'une régulation multilatérale des affaires du monde et du développement durable. Telle fut au moins l'impression ressentie par ce responsable syndical français, ressorti tout ébahi de la rencontre. Remarquable, soulignait un autre. L'Elysée n'a pas démenti, bien au contraire : Il y a beaucoup de points communs entre les approches du chef de l'Etat